

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix Leadership et Stabilité



Revue de presse 20 avril 2016

La conférence de presse organisée par le mouvement Rohy ou « Rindran'Olom-pirenena Hiarovana ny Iarahamanana » a retenu l'attention des quotidiens, ce jour. Les membres de la société civile ont profité de la conjoncture actuelle pour interpeller les dirigeants et tous les membres de la classe politique. Parallèlement, les cérémonies de passation de service continuent de bénéficier d'une large couverture.

Politique interne

GOUVERNANCE: LA SOCIETE CIVILE HAUSSE LE TON

« En tant que représentants du peuple, les dirigeants leur sont redevables » a grondé le mouvement Rohy ou Rindran'Olom-pirenena Hiarovana ny Iarahamanana lors d'une conférence de presse. C'est avec sévérité que la plateforme a critiqué le régime Rajaonarimampianina, pour « sa mauvaise gouvernance, son incompétence et sa défaillance ». Elle remet sérieusement en doute le sens des priorités des autorités étatiques, lesquelles ont alloué 27 millions d'Euros aux préparatifs du Sommet de la Francophonie, alors qu'une importante frange de la population souffre d'insécurité alimentaire. Poursuivant sur sa lancée, le mouvement a aussi réagi sur la mise en place du nouveau gouvernement. « Le scandale récent, né de la méthode de travail du précédent Premier ministre, a jeté le discrédit sur le pays et la honte sur la population », a indiqué le communiqué, en poursuivant que le Président de la République change de collaborateurs périodiquement, inconscient que l'autorité et la direction lui reviennent, et donc la responsabilité globale de la conduite des affaires de l'Etat. (Midi Madagasikara, p.; 3; Madagascar-Laza, p.2; Les Nouvelles, p.3; Madagascar Matin, p.2; La Vérité, p.2; La Gazette de la Grande île, p.13; L'Observateur, p.3; Tia Tanindrazana, p.2). L'Express de Madagascar est le seul à avoir donné l'opportunité à la Présidence de la République de se défendre. Dans ses colonnes, un proche du Président Hery Rajaonarimampianina a rappelé que le Chef de l'Etat s'est déjà rendu deux fois dans les quartiers populaires et « connaît ainsi très bien les difficultés de la population ». Il précise également « qu'une feuille de route gouvernementale fixant les résultats à atteindre a déjà été mise en place afin d'évaluer chaque ministère ». (p.5)

CEREMONIES DE PASSATION DE SERVICE : LES NOUVEAUX MINISTRES DEVOILENT LEURS PRIORITES

La journée d'hier a été rythmée par une dizaine de cérémonies de passation de services et de fonctions entre anciens et nouveaux ministres. Le Général Béni Xavier Rasolofonirina, nouveau ministre de la Défense nationale mise sur l'instauration de la paix et de la sécurité; et fait ainsi du renforcement des effectifs des unités dans les zones rouges, sa priorité. De son côté, Roland Ratsiraka, nouveau ministre du Tourisme compte sur les grands événements internationaux pour atteindre l'objectif d'accueillir 300 000 touristes cette année. Eric Razafimandimby, patron du ministère des Travaux publics, prévoit de prioriser la réhabilitation des routes de la capitale. Appliquer les lois pour lutter contre les trafics de ressources naturelles, telle sera la priorité de Johanita Ndahimananjara, nouvelle ministre de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts. Roland Ravatomanga, nouveau ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène se lance le défi d'assainir toutes les grandes villes











†NC†PALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité



de Madagascar, en privilégiant la capitale. Ying Vah Zafilahy, nouveau ministre auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole, entend présenter un projet de loi sur les grands investissements miniers à l'Assemblée nationale, dans les plus brefs délais. Charles Andriamiseza, nouveau Garde des Sceaux mise sur le renforcement des contrôles et des inspections, pour venir à bout de la corruption. Il a annoncé lors de son allocution que des financements sont déjà prêts pour effectuer des contrôles dans toutes les juridictions. Le nouveau patron du ministère de l'Energie et des Hydrocarbures, Rodolphe Ramanantsoa a évoqué la nécessité d'adopter une nouvelle politique pour améliorer la qualité des services. Le Commissaire divisionnaire de Police Anandra Norbert, nouveau ministre de la Sécurité publique compte poursuivre les efforts déjà entrepris par son prédécesseur, notamment en ce qui concerne la lutte contre la corruption et le banditisme. Enfin, Jean Jacques Rabenirina, nouveau ministre de la Culture, de la Promotion de l'artisanat et de la Sauvegarde du patrimoine, compte mettre l'accent sur la valorisation des festivals et des événements culturels, qui ont depuis des années servi de tremplin aux artistes. (Midi Madagasikara, p. 3 et 5; L'Express de Madagascar, p.5, 7 et 9; Madagascar-Laza, p.3, 7 et 8; Les Nouvelles, p.2, 3 et 13; Madagascar Matin, p.8; La Vérité, p.4; L'Observateur, p.7)

REACTIONS SUITE A LA NOMINATION DES NOUVEAUX MEMBRES DU GOUVERNEMENT:

- A l'occasion de la cérémonie de passation de services au ministère de la Défense nationale, le Général Dominique Rakotozafy a spécifié qu'il a été écarté du gouvernement Mahafaly de son propre gré. « J'ai demandé au Président Hery Rajaonarimampianina d'observer un temps de pause (...) pour des raisons de santé », a-t-il précisé dans les colonnes de Midi Madagasikara et Tia Tanindrazana (p.3)
- Après investigation, **Midi Madagasikara** affirme que « certains ministres ont payé une grosse somme d'argent pour pouvoir entrer dans le nouveau gouvernement. Le quotidien précise que l'un d'entre eux a déboursé jusqu'à 300 millions d'Ariary. Face à cette situation, il interpelle le Bureau indépendant anti-corruption ». (**p.2**)
- C'est au tour de **L'Express de Madagascar** de s'inquiéter des conséquences de la suppression du département du Travail. Le quotidien a rapporté, dans ses colonnes, le désarroi des agents du Travail ainsi que des syndicats qui craignent que le rôle des inspecteurs du Travail ne soit « déconsidéré » et que les emplois se trouvent en péril. « Les étrangers pourront entrer comme bon leur semble à Madagascar sans autorisation de travail, tandis que les travailleurs risquent d'être réduits en esclavage », appréhendent-ils. (**p.9**)



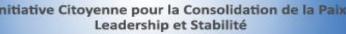








†NC†PALS





Economie et société

2 MILLIONS DE RONDINS DE BOIS DE ROSE CACHES

Dans son rapport remis à la Banque mondiale, la commission interministérielle chargée de l'assainissement du bois de rose et du bois d'ébène fait état de 28 666 rondins saisis. 27 725 d'entre eux sont étiquetés, comptés et placés en sécurité. Le même document a fait savoir que le nombre de rondins de bois de rose cachés est estimé à 2 millions. Leur valeur marchande est estimée à plus de neuf chiffres en dollars, si l'on se réfère à la valeur des 30 000 tonnes de rondins saisis à Singapour, évalués à 50 millions de dollars. Pour l'heure, l'assainissement du secteur poursuit son chemin. Le sort de ces bois précieux reste encore en pointillés. Le gouvernement avait lancé à maintes reprises son souhait de les vendre à travers un appel d'offres international. Ceci dépend, toutefois, de l'issue des négociations entre le gouvernement malgache et le comité de la Convention sur le commerce des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction ou CITES, en juillet. (L'Express de Madagascar, p.3)

LA FUITE DE CERVEAUX : UNE URGENCE NATIONALE

A travers la brochure « Migration et nationalité à Madagascar », Lova Rabary-Rakotondravony, journaliste et historienne et Hery Andry Rakotonanahary, sociologue interpellent les autorités face à la fuite de cerveaux engendrée par l'émigration. Les recherches effectuées par les deux intellectuels ont permis d'identifier les principales formes du phénomène, à savoir l'émigration de travail et l'émigration estudiantine. Seulement la moitié des Malgaches qui poursuivent leurs études à l'étranger reviennent au pays. Par ailleurs, un médecin malgache sur trois exercerait sur le territoire français. La journaliste et le sociologue sensibilisent sur l'urgence de l'instauration d'une politique de migration et d'une politique de l'emploi. Ils ont également soulevé les problèmes liés à la politique d'immigration pour les étrangers arrivant à Madagascar. (La Vérité, p.11; Madagascar Matin, p.3; Les Nouvelles, p.5)

ORANGE MADAGASCAR: LITIGE AU NIVEAU DU CONSEIL D'ETAT

Les Nouvelles et La Gazette de la Grande île ont évoqué le litige entre Orange Madagascar et l'Etat. L'opérateur en télécommunication comptait il y a quelques mois développer l'Internet à haut débit à Madagascar, en déployant deux câbles sous-marins, Lion et Eassy. Orange a déjà financé à elle seule la mise en place du câble sous-marin Lion. La législation a pourtant évolué en cours de route. Le décret n° 2014-1652 adopté 21 octobre 2014 prévoit une mutualisation du Backbone national. L'opérateur a saisi le Conseil d'Etat pour contester ce décret, mais aussi les textes l'obligeant à payer le coût de la licence fixe. Après avoir perdu le procès, Orange Madagascar compterait recourir à la justice internationale. Les deux quotidiens déplorent le comportement de l'opérateur qui, selon leurs investigations, ne rechignent aucunement à déverser des sommes faramineuses pour l'obtention de la licence dans des pays autres que Madagascar. (p.18 et p.2)



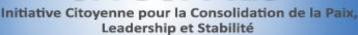








ANCTPALSiative Citovenne pour la Consolidation de la l





Foyer de tension

LA GREVE DU SYNDICAT DES GREFFIERS SE POURSUIT

Les greffiers grévistes ont érigé un barrage humain devant la porte centrale du Palais de justice, hier. Cette action veut interpeller le nouveau ministre de la Justice et l'influencer à prendre des mesures efficaces. En réponse, le nouveau Garde des Sceaux, Charles Andriamiseza a promis qu'il va organiser une réunion d'urgence avec les représentants du syndicat et les agents pénitenciers, afin de trouver un terrain d'entente. Madagascar Matin a attiré l'attention des lecteurs sur les impacts de cette grève. Le quotidien rapporte le mécontentement de bon nombre de personnes qui ont été obligées de rentrer bredouilles, étant donné que l'accès au Tribunal a été bloqué. (p.4)

Relations internationales

RN5: L'OFID ACCORDE UN PRET DE 10 MILLIONS D'USD A MADAGASCAR

Le ministre des Finances et du Budget, Gervais Rakotoarimanana et le représentant de l'OFID (Opec Fund for International Development) viennent de signer un accord de prêt d'un montant de 10 millions de dollars, soit l'équivalent de 31,6 milliards d'Ariary lors des Réunions du Printemps ou « Spring Meetings », qui se sont tenues du 15 au 17 avril derniers à Washington. Ce prêt consiste à financer le projet de construction de route reliant Soanierana Ivongo et Vahibe sur l'axe de la Route Nationale 5. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme du gouvernement pour la modernisation du secteur transport. L'objectif principal réside dans le désenclavement des zones situées au Nord de Madagascar. (Midi Madagasikara, p.4; Madagascar-Laza, p.7; Les Nouvelles, p.18; Madagascar Matin, p.2; La Vérité, p.4; La Gazette de la Grande île, p.6)

RAPPORT 2015 SUR LES DROITS DE L'HOMME : REPLIQUE DU NOUVEAU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Le rapport 2015 du département d'Etat américain sur les Droits de l'Homme, publié par le Secrétaire d'Etat américain John Kerry, le 13 avril, a dénoncé les abus des éléments des forces de l'ordre. Les expressions « bavures policières et militaires » et « exécutions sommaires » ont été évoquées, ce qui a fait réagir le Général Béni Xavier Rasolofonirina, nouveau ministre de la Défense nationale. « Les pays qui lancent des critiques selon lesquelles les forces de l'ordre assassinent des personnes doivent d'abord se référer à la Constitution quand ils habitent ici, mais ne pas dire n'importe quoi », a-t-il souligné, avant d'ajouter que Madagascar est un pays souverain et que les Malgaches n'ont de leçon à recevoir de personne. (Les Nouvelles, p.2 ; La Vérité, p.2)

Format de couverture

La libération de certains prévenus impliqués dans des affaires de corruption a déjà suscité la polémique. Récemment, les Etats-Unis ont également dénoncé l'inefficacité du système judiciaire devant les cas de corruption. Dans une interview exclusive accordée au quotidien Les Nouvelles, Boto Tsara Dia Lamina, nouveau Directeur général du Service de renseignements financiers ou SAMIFIN, apporte des explications. « La vraie difficulté réside











†NC†PALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité



dans la coordination des actions des institutions, particulièrement le Bureau indépendant anti-corruption (Bianco), le Samifin, la Chaîne pénale anti-corruption et la Justice » exposet-il. Il reconnaît que cette situation pénalise la lutte contre la corruption et celle contre le blanchiment d'argent. Selon son avis, la justice devrait procéder à certaines réformes concernant ces sujets. Il a également profité de l'occasion pour partager ses priorités, qui s'inscrivent dans la continuité. « La lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent sera toujours au programme, mais de nouveaux défis attendent l'organe », souligne-il. Plus clairement, il prévoit de prioriser également la lutte contre le terrorisme. (p.4)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: <u>tiaray.randriamalala@eces.eu</u> Mirana RAZAFINDRAZAKA: <u>mirana.razafindrazaka@eces.eu</u>

Site web: www.incipals.eu







